

# En quelques Clics

Bulletin de veille documentaire

n° 159, 20 mai 2015

Pour accéder aux documents, cliquer sur @

Au fil de la semaine...

## Collectivités territoriales

### • La France doit être fière de ses communes.

Entretien avec le recteur Gérard-François Dumont, géographe, économiste et démographe.  
36 000 communes, n° 325, mai 2015. pp. 12-16.

Dans cet entretien, Gérard-François Dumont revient sur l'importance de la commune dans le paysage administratif français, sa pertinence et sur les fondements d'une réforme territoriale réussie.

### • Piste de réforme de la DGF du bloc communal.

Christine Pires-Beaune, députée du Puy-de-Dôme.

Mission parlementaire relative à la réforme des concours financiers aux collectivités locales - Comité des finances locales du 5 mai 2015. 57 p. @

La députée recommande d'aller au-delà de simples ajustements pour moderniser ce qui constitue l'une des principales ressources des collectivités. Elle propose l'attribution d'un "minimum à vivre" pour chaque collectivité, une meilleure prise en compte des charges de ruralité par une dotation ad hoc, la création d'une dotation globale de fonctionnement spécifique à l'intercommunalité, voire celle d'une DGF "locale" partiellement versée à l'intercommunalité.

L'évolution de l'organisation régionale de l'Etat consécutive à la nouvelle délimitation des régions.

IGA ; V. Peneau ;  
IGF ; E. Gissler ;  
IGAS ; C. Ville et al.

Avril 2015. 146 p.

@

## Education

### • Grande pauvreté et réussite scolaire. Le choix de la solidarité pour la réussite de tous.

Rapport à la ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Inspection générale de l'éducation nationale (IGEN).

Jean-Paul Delahaye.

Mai 2015. 223 p. @

L'école doit faire face parfois à des situations de grande pauvreté de certains élèves. L'auteur de ce rapport propose quatre leviers pour une politique globale au service d'un objectif unique : la réussite des élèves.

### • Une école de la réussite pour tous. Note de synthèse.

Cese ; Marie-Aleth Gard.

Mai 2015. 2 p. (Rapport à paraître).

Dans cet avis, le Cese souhaite montrer qu'une école de la réussite pour tous est possible. Il a mené plus de 200 auditions et rencontré des acteurs de l'éducation qui innovent. Le Cese souligne l'importance d'ouvrir l'école aux parents, notamment à ceux qui en sont les plus éloignés, et met en avant des pédagogies coopératives.

Note de synthèse @  
Présentation vidéo du projet d'avis @

## Démocratie participative

### • Mise en œuvre des conseils citoyens : une démarche à inscrire dans la durée. Enquête IR-DSU 2015.

Inter-réseaux des professionnels du développement social urbain (IR-DSU); mai 2015. 24 p. @

Depuis 2009, l'IR-DSU réalise annuellement une enquête nationale auprès des professionnels de la politique de la ville. Cette année, l'enquête est consacrée aux conseils citoyens. Principaux questionnements : évaluer l'avancée de leur mise en œuvre depuis le vote de la loi ; analyser comment l'outil "conseil citoyen" contribue au développement de la participation citoyenne et du pouvoir d'agir des habitants au niveau local.

## Développement territorial

### • Politique de la ville : intervention de Bpifrance dans les zones urbaines sensibles entre 2007 et 2014.

Bpifrance.

Note d'analyse ; mai 2015. 4 p. @

Les résultats de cette note proviennent du croisement entre les bases d'informations internes de Bpifrance et des listes des entreprises présentes en Zus et ZFU au 1er janvier des années 2007 à 2013. Données mentionnées : répartition régionale des actions, positionnement des interventions de Bpifrance par âge moyen des entreprises, évolution du taux de survie à trois ans des entreprises.

## Emploi - Insertion

### • Rapport de synthèse des travaux du groupe de dialogue inter-partenaires sur la lutte contre les discriminations en entreprise.

Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social ; ministère de la Ville, de Jeunesse et des Sports.

Jean-Christophe Sciberras. Mai 2015. 43 p. @

Le groupe de dialogue sur la lutte contre les discriminations en entreprise avait pour mission d'identifier les voies de progrès pour réduire les discriminations collectives dans l'entreprise ainsi que d'examiner les mesures nécessaires pour promouvoir les méthodes de recrutement non discriminantes. Le rapport remis comprend 18 propositions autour trois thèmes majeurs de réflexion : les méthodes de recrutement non discriminantes, la lutte contre les discriminations dans la carrière et dans l'emploi et le développement de nouvelles voies de recours collectif.

### • Des solutions pour faciliter l'emploi des femmes dans les quartiers. Accueil des jeunes enfants.

Commissariat général à l'égalité des territoires.

Mai 2015. 95 p. @

À travers toute la France, près de 230 projets pour faciliter l'emploi des femmes dans les quartiers ont été conduits ces dernières années, forts de la mobilisation des professionnels du secteur de la petite enfance, du monde associatif, des collectivités territoriales et de l'État. Ce guide présente 12 expérimentations et les retours d'expériences des porteurs de projets.

## • L'apprentissage, un vaccin contre le chômage des jeunes. Plan d'action pour la France tiré de la réussite allemande.

Bertrand Martinot.

Institut Montaigne ; coll. *Etude* ; mai 2015. 112 p.

L'apprentissage apparaît, selon les auteurs de ce rapport, comme l'une des pistes les plus pertinentes pour favoriser l'accès à l'emploi des jeunes auxquels il apporte un métier, des compétences et un savoir-être dans l'entreprise. Cette étude révèle que plusieurs éléments du système mis en place outre-Rhin gagneraient à être transposés en France.

[Le rapport @](#)

[La synthèse @](#)

## Enseignement sup. - Recherche

### • Quelle évolution de l'État territorial pour l'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la recherche ? Rapport au Premier ministre.

Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (IGAENR).

J.-R. Cytermann ; J.-M. Alfandari ; P. Christmann.

Avril 2015. 46 p. (Rapport n°2015-021). @

Regroupements universitaires, mission de contrôle budgétaire des recteurs, cartes des Crous, construction des CPER,... : l'IGAENR fait le point sur les conséquences de la réforme territoriale pour l'éducation nationale, l'enseignement supérieur et la recherche.

## Evaluation

### • L'évaluation des politiques publiques : enjeux, méthodes et institutions.

Antoine Bozio.

Revue française d'économie, Volume XXIX, 2014/4. pp. 59-85.

Cet article présente les objectifs et les difficultés techniques et institutionnelles de l'évaluation des politiques publiques. Une revue non technique des méthodes disponibles actuellement est présentée, contrastant leurs avantages et leurs limites. Après un panorama des institutions contribuant à l'évaluation des politiques publiques, les clés d'une réussite institutionnelle de l'évaluation sont analysées.

## Intercommunalité

### • Intercommunalité et développement social.

Loïc Cauret ; Antoine Chéreau (rapporteurs).

Assemblée des communautés de France (AdCF).

Mai 2015. 65 p. @

Ce rapport commandé à l'AdCF par Marisol Touraine, ministre des Affaires sociales et par Marylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation, formule des propositions pour structurer la compétence "action sociale" à l'échelon intercommunal. Parmi les recommandations énoncées : généraliser les projets territoriaux de développement social, préserver une large capacité locale pour définir l'intérêt communautaire, fédérer le réseau des élus municipaux via des commissions intercommunales de la cohésion sociale.

## Logement

### • L'offre de logement à destination des ménages reconnus au titre du Droit au logement opposable (Dalo).

Haut-comité pour le logement des personnes défavorisées.

Mai 2015. 68 p. @

Le 9e rapport du comité de suivi de la loi Dalo s'intéresse à l'offre de logements destinée aux personnes reconnues au titre du droit au logement opposable. Il dresse un bilan de l'utilisation des contingents préfectoraux, de la mobilisation du parc privé et des possibilités d'accroître l'offre globale de logements sociaux.

## Mobilité - Transports

### • Réseau Seine-Escaut. Canal Seine-Nord Europe. 10 propositions pour réussir un projet majeur de relance de la croissance, pour le développement durable de la France et de l'Europe.

Rapport au Premier ministre.

Assemblée nationale ; Rémi Pauvros. 2015. 93 p. @

Ce rapport qui fait suite à un premier rapport de décembre 2013, s'articule autour de dix propositions permettant d'engager le projet dans sa phase opérationnelle. Pour l'auteur, le projet doit être co-construit en lien étroit avec les territoires. Il propose également de mettre en place une procédure « Grand chantier ».

## Périurbain

### • Pour une politique du périurbain.

Nicolas Portier ; Apolline Prêtre ; Philippe Schmit et al.

Intercommunalités, n° 199, avril 2015. pp. 4-11.

La question périurbaine reste aujourd'hui encore d'un abord complexe dans le contexte français. Ce dossier met en lumière les enjeux de ces territoires en matière de cohésion sociale, de développement économique ou d'urbanisme, et plaide pour une prise en compte de la question périurbaine dans les projets de territoire.

### • Passer à l'action dans les campagnes urbaines.

Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU).

*Les dossiers de la FNAU*, n° 35, avril 2015. 24 p. @

Les campagnes urbaines sont des territoires à la fois complexes et divers. L'aménagement de ces espaces passe par des politiques publiques à réinventer. L'expérience des agences d'urbanisme et de leurs partenaires permet de mettre en lumière des recommandations pour « faire projet, avec et pour » les campagnes urbaines.

## Réforme territoriale

### • Réforme territoriale et cohérence économique régionale.

France Stratégie ; C. Bernard ; A. Epaulard ; A. Amabile.

*Note d'analyse*, n° 29, mai 2015. 8 p. @

L'analyse des liens économiques entre départements montre que la cohérence économique interne des régions est renforcée par le nouveau découpage régional. Toutefois, certains départements sont attirés par une région autre que celle à laquelle ils appartiennent, d'autres apparaissent relativement isolés, n'entretenant des liens économiques forts ni avec leur région, ni avec d'autres régions.

### • Synthèse du rapport des préfets de Bourgogne et de Franche-Comté sur la réorganisation des services territoriaux de l'Etat.

Avril 2015. 38 p. @

Ce rapport des préfets de Bourgogne et de Franche-Comté sur la réorganisation des services territoriaux de l'Etat (dont nous mentionnons ici la note de synthèse) a pour vocation d'éclairer la mise en œuvre de la réforme dans ces deux régions prochainement réunies, mais aussi dans les autres régions. Ils plaident notamment pour une organisation souple répondant à un impératif d'équilibre entre les territoires.

### • Une réforme territoriale respectueuse des collectivités et génératrice d'économies.

Fondation Concorde. André Viau. Mai 2015. 31 p. @

Dans cette note d'analyse, l'auteur propose de réaliser une réforme territoriale respectueuse des collectivités et, dans le contexte actuel de réduction de la dépense publique, génératrice d'économies. Deux propositions phares :

.Passer de 36.000 budgets communaux à 2.500 budgets communaux.

.Passer de 101 à 50 départements d'une population moyenne supérieure à 1 million d'habitants.

## • Réformes territoriales : fixer des objectifs clairs.

Charles-Eric Lemaignan, président de l'AdCF.  
*Acteurs publics*, n° 115, mai-juin 2015. pp. 46-48.

Les remises en chantier permanentes de l'organisation territoriale suscitent parfois, pour le grand public, un sentiment de confusion. Selon Charles-Eric Lemaignan, ces réformes devraient s'inscrire dans un temps long et avec un cap aux contours davantage définis afin qu'elles puissent être mieux mises en œuvre.

## Urbain

### • Les agences d'urbanisme en région.

Fédération nationale des agences d'urbanisme.  
*Les dossiers de la FNAU*, n° 34, avril 2015. 28 p. @

Ce dossier illustre la diversité et la richesse des coopérations entre les régions et les agences d'urbanisme et montre les premiers travaux qui s'esquissent au sein du réseau de la FNAU pour décrypter les dynamiques et les enjeux des nouvelles entités régionales.

### • Regards sur les grands projets urbains en Europe - Éléments de parangonnage par rapport aux pratiques françaises.

Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD).

E. Aureau ; A. Dufourmantelle ; P. Narring ; A. Masboungi.  
Avril 2015. 86 p. (Rapport n° 009658-01) @

Pour contribuer à la réflexion sur l'évolution de la conduite des grands projets urbains en France, la mission a étudié une trentaine de projets européens confrontés, comme dans notre pays, aux enjeux du développement durable et à la raréfaction des fonds publics. Malgré la diversité des cultures, il est possible de dégager un certain nombre d'enseignements et de pistes de travail à approfondir.

### • Villes et territoires résilients.

Commissariat général au développement durable (CGDD) ; Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema).  
*Etudes et documents*, n° 123, mai 2015. 54 p. @

Cette publication s'inscrit dans le cadre de la contribution du CGDD à la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP21). Face aux aléas liés au changement climatique, la résilience des territoires constitue une réponse en termes d'adaptation. Ce rapport propose quelques leviers sur lesquels s'appuyer pour mettre en œuvre des stratégies de résilience à l'échelle locale.

### • Cinq enseignements pour produire et gérer la ville durable.

France Stratégie ; M-C. Naves, C. Raynard, C. Godot.  
*Note de synthèse*, mai 2015. 10 p. @

Quelles conditions faut-il remplir pour qu'une ville ou une agglomération puisse engager avec succès une démarche de développement durable ? France Stratégie a commandé auprès du cabinet Nomadéis une étude portant sur trois exemples de "villes durables" : Portland aux Etats-Unis, Medellin en Colombie et Umea en Suède. Très différentes par leur taille, leur histoire et leur profil économique et le cadre national et régional dans lequel elles s'inscrivent, ces villes présentent néanmoins une série de caractéristiques communes dans la façon dont elles ont construit et accompagné leur engagement pour le développement durable.

En référence et complément, l'étude initiale @

### • Les innovations de la ville intelligente au secours de la ville durable ? Décryptage à partir des enjeux de données.

Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI).

Mathieu Saujot ; Timothée Érad.

*Working Papers*, n°02/2015. 22 p. @

Qu'entend-on par ville intelligente ? Qu'y a-t-il derrière la profusion de discours et d'exemples disparates ? Prenant le contre-pied de

ceux qui répondent à ces interrogations en conceptualisant la ville (résiliente, vivante, réflexive, optimisée...), les auteurs ont choisi de s'intéresser plutôt à l'élément déclencheur de ce mouvement : les données et les nouveaux moyens à disposition pour les produire, les organiser et les utiliser au service de la ville.

## Union européenne

### • Projet de rapport sur les fonds structurels et d'investissement européens et une bonne gouvernance.

Parlement européen - Commission du développement régional. José Blanco Lopez.  
4/2015. 16 p. @

La Commission européenne n'exclut pas de bouleverser les maquettes financières des fonds européens récemment adoptées, si elle juge nécessaire de réorienter les choix d'investissement des Etats et régions d'ici à 2020. Dans ce projet de rapport, son auteur refuse notamment que l'incapacité à résoudre les problèmes macro-économiques au niveau national puisse pénaliser l'échelon local.

### • Are financial instruments a successful and promising tool in the rural and development area ? Special report.

Cour des comptes européenne. 2015. 64 p. @

Prêts, participations, garanties... : Bruxelles souhaite recourir davantage aux instruments financiers plutôt qu'aux subventions. Mais au moment où démarre la nouvelle programmation, un audit de la Cour des comptes européenne sur l'utilisation de ces instruments en milieu rural entre 2007-2013 nuance le propos.

### • Tableau de bord de l'innovation.

Commission européenne. Mai 2015. @

Si le niveau global de l'innovation dans l'UE est resté stable, la Commission déplore néanmoins que le nombre d'entreprises innovantes et que l'investissement en capital-risque soient en baisse. Au classement général de l'innovation, la Suède se classe de nouveau à la première place. Le tableau de bord souligne par ailleurs que les écarts entre les Etats membres se réduisent.

## Actualité législative et réglementaire

• Décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration

• Décret n° 2015-525 du 12 mai 2015 portant dissolution au 31 décembre 2015 des établissements publics fonciers des Hauts-de-Seine, du Val-d'Oise et des Yvelines et modifiant le décret n° 2006-1140 du 13 septembre 2006 portant création de l'Etablissement public foncier d'Ile-de-France.

• Arrêté du 29 avril 2015 relatif à la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville présentant les dysfonctionnements urbains les plus importants et visés en priorité par le nouveau programme national de renouvellement urbain.

• Arrêté du 31 mars 2015 relatif aux règles d'organisation, de fonctionnement et de prise en charge des centres éducatifs fermés du secteur public de la protection judiciaire de la jeunesse [Parution JO du 30/04].

• Circulaire n° SG/2015/152 du 28 avril 2015 relative aux modalités de mise en œuvre du fonds d'intervention régional (FIR) en 2015.

• Audition de Patrick Kanner, ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, et de Myriam El Khomri, secrétaire d'État chargée de la Politique de la ville.

Assemblée nationale - Commission des affaires économiques.  
Compte-rendu de la séance du 8 avril 2015. 24 p.

• Convention de partenariat du 4 mai 2015 entre l'Agence nationale de l'habitat (Anah) et l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru) dans le cadre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU).